Les rues leur histoire

# La rue Dominique Larrea

**Le 13 février 1975, le nom de Dominique Larrea, maire de Saint-Jean-de-Luz de 1900 à 1907, fut donné à une voie de la zone industrielle de Layatz, récemment créée.**

Né à Ciboure, en 1845, pharmacien installé à Saint-Jean-de-Luz en 1876, Dominique Larrea avait été, dès 1888, le fidèle second du Docteur Goyheneche dont il partageait les idées. Comme lui, il « revendiquait avec fierté sa nationalité de Basque », son attachement à sa « belle langue », aux « vieilles traditions », sa foi chrétienne.

Malgré une dizaine de conseillers municipaux, conservateurs modérés ou anciens bonapartistes, qui avaient mal vécu les tensions politiques durant les mandatures de A. Goyheneche, il fut élu maire de la ville en février 1900. Aux élections municipales qui suivirent il fut réélu, et encore plus brillamment en 1904, avec 88% de suffrages. Épaulé par deux adjoints qui partageaient ses idées politiques et religieuses, Emile Debibié (- 1919), négociant en quincaillerie, et Georges de Cadaran, ( ) rentier, il continua l'œuvre d'urbanisation et de modernisation de la cité, entreprise par ses prédécesseurs.

Au quartier du Marais, ou quartier des halles, la fin du litige avec la famille Labrouche, habilement négociée par Emile Debibié sous le dernier mandat d'Albert Goyheneche, et un accord avec les Domaines, permirent l'assèchement du marécage entre la halle et la gare, (voir Berriak n°29). En 1906, le conseil municipal décida de commencer le plus vite possible l'exécution des travaux de prolongement du boulevard Victor Hugo, de l'école des garçons jusqu'à la route nationale.

Ces travaux, plusieurs fois projetés, mais non réalisés faute de crédits, allaient permettre de remédier aux difficultés de la circulation. Avec le développement de l'automobile, la traversée de Saint-Jean-de-Luz était devenue dangereuse par la rue Gambetta, « sinueuse et présentant de nombreux étranglements » et que « son caractère de rue commerçante expos(ait) à des encombrements. » L'administration républicaine étant peu encline à accorder des subventions aux conservateurs luziens, des aides furent sollicitées auprès de l'automobile club et du « Touring club de France » qui organisait des rallyes et des courses entre Biarritz et Saint-Sébastien. La jonction entre les deux rues sera effective en 1910.

Autre dossier mené à son terme : l'alimentation hydraulique de la ville. Cette « opération », onéreuse mais « indispensable pour la prospérité et le développement de la ville, autant qu'au bien-être et à la santé des habitants » fut réalisée grâce à l'achat, à la commune d'Ascain, de la source de Soccori, « dans les premières assises de la Rhune ». Début août 1903 l'eau arrivait aux fontaines de la cité, et la municipalité votait un crédit de 1200 F pour « l'organisation de la fête de l'inauguration des eaux ».

Après l'eau, ce fut le tour du gaz, avec l'installation de « becs Auer, plus lumineux et plus économiques », et de l'électricité : une convention signée en 1904 avec la Compagnie de Gaz de Bordeaux prévoyait l'éclairage de la ville et des particuliers.

Au début de1906 le seul litige opposant les conservateurs luziens à l'administration centrale était le déplacement de l'école maternelle qui fonctionnait depuis sa création dans un local autrefois occupé par la salle d'asile, dans une aile de l'hôpital. Jugeant la proximité des vieillards et des malades dangereuse pour les jeunes enfants en cas d'épidémie, l'Inspecteur d'Académie et le Préfet demandaient le transfert de l'école dans un autre bâtiment. D. Larrea s'étonnait qu'il eût fallu si longtemps à l'administration pour s'apercevoir du danger de ce voisinage, danger qu'il réfutait en sa qualité de pharmacien, ainsi que le docteur Argelliès, qui avait participé à l'aménagement de la salle d'asile, ouverte pour accueillir les enfants nécessiteux par le maire Vincent Barjonnet, une trentaine d'années plus tôt.

À cette époque les tensions, qui s'étaient apaisées au début du siècle entre les Républicains et les Conservateurs, avaient recommencé. La politique anti-cléricale du gouvernement de Emile Combes avait réveillé les inquiétudes des catholiques. La loi contre les Congrégations religieuses et surtout la loi dite de « Séparation de l'Église et de l'État » avaient exacerbé les vieilles rancunes. Dès 1904 Saint-Jean-de-Luz se retrouva partagée entre « Gorriak eta Xuriak ». Charivaris, vexations de toutes natures, voire agressions physiques reprirent, surtout au détriment des républicains, les Xuriak, soutenus par le maire et le curé-doyen, (qui venait de perdre une partie de son salaire, coupable d'avoir enseigné le catéchisme en basque), n'hésitant pas à montrer leur habileté dans le maniement du makila.

C'est surtout au moment des « Inventaires », destinés à recenser les biens des églises que les contestations des catholiques furent les plus nombreuses, les réactions les plus violentes pour empêcher le juge de paix et le receveur municipal d'entrer dans les églises.

Paradoxalement l'inventaire des biens ecclésiastiques qui eut lieu à Saint-Jean-de-Luz, au début de février 1906 se passa dans le calme. Mais quelques jours plus tard les Luziens, qui avaient eu connaissance de l'encyclique papale contre les « inventaires », se déplacèrent à Ciboure, puis à Sare, maire en tête, pour soutenir les fidèles contre les gendarmes, envoyés par l'administration pour faire ouvrir les portes de l'église.

En mars 1906 les « réactionnaires » du Pays Basque, trouvèrent un chef, le nouvel évêque de Bayonne, Mgr Gieure, qui prit la tête des contestataires contre la loi scélérate du « petit père Combes ».

Venu en juillet, en visite pastorale à Saint-Jean-de-Luz, Mgr Gieure exalta les valeurs chrétiennes, soulevant l'enthousiasme des fidèles présents dont le maire, qui, dans son discours, assura l'évêque, en son nom et au nom de ses amis et administrés, être « prêts en toutes circonstances à (lui) obéir comme à notre chef ».

Le dimanche 6 janvier 1907, l'évêque revint à Saint-Jean-de-Luz pour présider les cérémonies de la fête des Rois, traditionnellement appelée la fête-Dieu des marins. Dans une église bondée de fidèles Mgr Gieure fit, pendant trois-quart d'heure, un discours virulent contre « les persécuteurs et les calomniateurs de l'Eglise et du pape ». L'après-midi une foule nombreuse de fidèles participa à la procession, avec en tête de cortège quelques 600 jeunes hommes, membres des Jeunesses catholiques de Saint-Jean-de-Luz et des communes voisines, impressionnants de gravité, que certains n'hésitèrent pas à comparer à des soldats du Christ.

Le soir, sous le préau de l'école Sainte-Marie l'évêque réunit ses troupes pour une veillée d'armes.

Dans ce climat d'extrême excitation, le 9 janvier le juge de Paix M. Duhart vint au presbytère s'entretenir avec le curé-doyen au sujet de l'école de Saint-Jean-Pied-de-Port dont il était légataire universel. Craignant le séquestre des biens de l'église les Luziens se rassemblèrent, maire et adjoints en tête des manifestants. Hué par la foule, injurié et même bousculé, le juge de paix ne put accomplir sa mission. Dominique Larrea intervint enfin pour apaiser la foule et lui demander de se disperser.

Sanctionnés pour fautes graves, ayant manqué à leurs devoirs et gravement compromis la dignité de leurs fonctions, le maire et ses deux adjoints furent suspendus pour un mois par le Préfet, le 6 février 1907, puis révoqués par le ministre de l'Intérieur Georges Clémenceau.

Le conseiller municipal Auguste Gire, élu maire en remplacement de Larrea, se contenta de régler les affaires courantes jusqu'aux prochaines élections. Clémenceau ayant supprimé les inventaires les passions s'étaient apaisées. Les Républicains, qui avaient obtenu le retour au sectionnement de la commune, et dont la tête de liste était le négociant en vin Auguste Rousseu, gagnèrent les élections de 1908.

Vingt ans de luttes politiques qui avaient divisé, parfois violemment, les Luziens, s'achevaient par la victoire des Républicains.

Pierrette Bruyères

*Sources :*
*Archives municipales*
*Monographie Ekaina*